



**R E P U B L I Q U E   F R A N C A I S E**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM2019-10 - Séance du 23 janvier 2019**

*ACTES*

*8. Domaines de compétences par thèmes*

*8.4 Aménagement du territoire*

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
27	18	23

Vote	
Pour	23
Contre	
Abstention	

L'an 2019, le 23 janvier à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 17 janvier 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 17 janvier 2019.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, VANGREVELYNGHE Patricia, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, DUCAMP Ludovic, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, CORDEAU Damien, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna

**Pouvoirs de :** DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc, MARTINEZ Mickaël pour RODENAS François, SUAY Régine pour CONTENSEAU Carole, JODAR Mélissa pour AMALVY Marie-Thérèse, DESTAILLATS Aline pour MAZOLLIER Elisabeth

**Absents :** SIMAR Morgan, VIDAL Stéphane, PEETERS Fabien, MICHEL Yves (excusé)

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

**N° DLM2019-10 – MODALITÉS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE DANS LE CADRE DU PROJET D'AMÉNAGEMENT DU QUARTIER « GEORGES BIZET » A BAILLARGUES – SECTEUR DIT « LES LIGNIÈRES »**

Monsieur David RIBEIRO, Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme et travaux, explique que par délibération du 15 juin 2017, la Commune a autorisé GGL Aménagement à déposer une demande de permis d'aménager sur les parcelles communales cadastrées AW 78, 79, 81, 86, 176, 177, 178 et AW 185 en vue de la réalisation d'un programme de 200 logements.

Ce projet a déjà fait l'objet de plusieurs autorisations :

- Une autorisation relative à la suppression d'espèces faune/flore protégées (arrêté préfectoral de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune et de flore protégées, n°DREAL-BMC-2016-342-01 du 7 décembre 2016).
- Une autorisation de défrichement au titre de l'article L.341-3 du Code Forestier (arrêté préfectoral n°2018-10-09846 du 19 octobre 2018). Cette dernière a préalablement fait l'objet d'une consultation du public par voie électronique organisée par les services de la DDTM 34.
- Une autorisation au titre de la nomenclature communément appelée « Loi sur l'Eau », obtenue le 19 novembre 2018 (récépissé de décision de non opposition à la déclaration).

Le projet a également fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre de l'article R122-2 du Code de l'Environnement. La MRAe a signifié le 18/09/2018, son absence d'avis sur l'étude d'impact soumise à la DREAL en date du 13/07/2018.

La demande de permis d'aménager de GGL Aménagement a été enregistrée par les services municipaux le 11/06/2018 et porte sur un tènement foncier de 54 400 m<sup>2</sup> incluant notamment un bassin de rétention.

A ce stade d'avancement du dossier, et conformément à l'article L.123-19, il convient d'organiser une participation du public par voie électronique dite « PPVE ».

En conséquence, les modalités de son organisation devant être préalablement arrêtées par voie de délibération, il est proposé au Conseil Municipal de délibérer sur les modalités suivantes :

Dans le cadre de la PPVE, les pièces suivantes seront mises à disposition du public :

- Le dossier d'étude d'impact,
- L'avis émis par la MRAe (Mission Régionale d'Autorité environnementale),
- Le projet de permis d'aménager du quartier Georges Bizet, sur le secteur dit « Les Lignièrès »,
- L'indication des autorités compétentes pour prendre la décision et celles des personnes auprès desquelles peuvent être obtenus les renseignements sur le projet,
- Une notice explicative.

Les modalités suivantes sont ainsi proposées pour la participation du public :

Quinze jours au moins avant le début de la participation du public par voie électronique, la commune publiera par voie d'affiche en Mairie, sur les lieux du projet, dans deux journaux diffusés dans le département et en ligne sur son site internet, un avis qui indiquera que :

- Les dates de participation du public seront fixées par arrêté municipal, sans que le délai ne puisse être inférieur de 30 jours consécutifs,
- Le dossier complet sera consultable par le public :

- En ligne, en version électronique sur le site internet de la commune, à l'adresse suivante : [www.baillargues.fr](http://www.baillargues.fr)
- A l'accueil de la Mairie, sise place du 14 Juillet, 34670 Baillargues, en version papier aux jours et heures d'ouverture de la commune soit : le lundi de 13h00 à 20h00, et du mardi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30

- Pendant la même durée, le public pourra consigner ses observations et propositions par écrit, en les adressant à Monsieur le Maire par courrier à l'adresse suivante : Hôtel de Ville, Place du 14 Juillet, 34670 Baillargues ou par courriel à l'adresse suivante : [projet-amenagement@ville-baillargues.fr](mailto:projet-amenagement@ville-baillargues.fr) (en précisant l'objet « Participation du public par voie électronique sur l'aménagement du quartier Georges BIZET »).

Il est donc demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

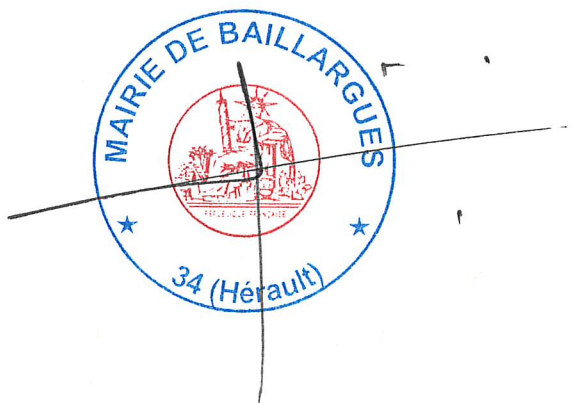
- Autoriser les modalités d'organisation de la participation du public par voie électronique pour le projet d'aménagement du quartier Georges BIZET,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur David RIBEIRO et après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **AUTORISE** les modalités d'organisation de la participation du public par voie électronique pour le projet d'aménagement du quartier Georges BIZET,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,  
Le 25 janvier 2019,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le |
- de sa publication le |

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 04/02/2019

Reçu en préfecture le 04/02/2019

Affiché le

**SLO**

ID : 034-213400229-20190125-DLM2019\_10-DE

